

Mais à quoi jouent donc la Grèce, la zone euro et les banques ?

L'euphorie fut de courte durée. Le gouvernement grec a validé l'accord « franco-allemand » de la zone euro mais veut donc le mettre au référendum au risque, très grand, qu'il ne passe pas. En conséquence, les 8% gagnés au CAC 40 en France ont vite fondu et la confiance dans l'euro, véritable ciment de l'Union, semble être désormais remise en question

Mais qu'en est-il vraiment ? Nous connaissons désormais par expérience le risque d'un référendum. Devons nous blâmer sans confiance ou espérer une réussite ? Avions-nous demandé aux autres gouvernements pour le faire ? Le chef du gouvernement grec cherche-t-il simplement à sauver la face sachant que ce plan ne fonctionnera pas ou est-ce simplement culturel pour une meilleure prise de responsabilisation ? A-t-il d'autres solutions ? Et si la Grèce voulait sortir sans quitter l'Union ? C'est son droit mais peut-être a-t-elle aussi des devoirs et en a-t-elle mesuré le coût ? **Quoiqu'il arrive, l'objectif positif est de profiter de cette situation pour établir une nouvelle gouvernance.**

Par François CHARLES

conseil et coach en stratégie et management, économiste, ancien responsable international à la DGA, ancien partenaire officiel euro

Au gouvernement français, personne ne répond sur les autres options à analyser ni ne veut voir les risques d'un départ de la zone euro, comme si ce plan n'était que la seule et unique solution. Peut-être par manque de dispositif prévu sur la façon de quitter cette zone avec les risques politiques et financiers engendrés. Peut-être parce que les conséquences analysées sont inavouables. Peut-être surtout par manque de temps. Mais l'essentiel était de travailler sur un document unique, facteur clé de succès dans toute négociation. **Enlever 50% de la dette grecque semblait être une bonne décision pour éviter le risque de faillite et l'incohérence avec l'accueil des anciens pays lorsqu'ils étaient orphelins et représentaient un risque.** Ce semi effacement gagnant-gagnant est courant par le FMI vis-à-vis des pays africains. Il en est de même en France dans le cas de continuité ou de reprises d'entreprises pour leur éviter la disparition avec la création de chômage liée ou dans le cas d'accompagnement de ménages surendettés.

En définitive nous avons fonctionné comme si l'Europe était déjà fédérale à 17 en imposant à un membre une règle du jeu et une surveillance. Pourquoi effectivement

ne pas la considérer comme une nouvelle application de la règle de subsidiarité mais dans un environnement pour l'instant en dehors du champ habituel du processus de co-décision.

Ce « **oui mais** », avec mise en place d'un référendum, apparaît un peu comme « le coup du parapluie » que l'on ferme en réunion au siège, et que l'on ouvre une fois rentré chez soi. Il s'inclut parfaitement dans le triangle des jeux où chacun choisit sa place entre la « **victime** » ; élément pivot, éternel et confortable insatisfait adepte du « oui mais » ; le « **sauveteur** » attiré, voire cherché par la victime mais qui peut vite devenir « **persécuteur** » s'il ne définit pas la règle d'intervention au préalable.

On peut y adjoindre certains clichés d'analyse transactionnelle utilisés entre les personnes en négociation mais qui s'appliquent tout autant à des organisations, comme par exemple : « **essaie un peu de récupérer ton argent** » (EPRA) émis par le débiteur surendetté et blâmant les attitudes du créancier qui lui demande un paiement comptant ou encore « **essaie un peu de ne pas me payer** » (EPPP) émis par le créancier en blâmant le débiteur de n'être

pas honnête et prompt dans ses remboursements. La Grèce, soutenue par les autres pays qui lui ont démontré les mêmes comportements, pourrait également jouer le jeu de « **cette fois je te tiens salaud** » (CFTS) en blâmant les banques par leurs attitudes sous-jacentes fausses et cachées de gain. La Grèce et la zone euro joueraient-elles aussi à « **regarde ce que tu m'as fait faire** » (RTMFF) ou alors à « **c'est toi qui m'a entraîné là dedans** » (TMELD), jeux d'autodéfense souvent contrés par une actions de rejet miroir ou boomerang de la décision initiale.

La théorie des 3P (permission, protection, puissance) nous enseigne par ailleurs qu'il ne faut **jamais de permission sans protection** : une demande est elle formulée à la Grèce ? Une responsabilisation de cette dernière est-elle validée afin de ne pas « aller au casse pipe » ? Ensuite il convient **de faire en connaissance de cause, bien construire SA permission, bien poser le SWOT** (forces, faiblesses, opportunités, menaces), et enfin distinguer **la Puissance « pour » et la Puissance « sur »** avec souvent une nécessité de **douce violence**, sorte d'encouragement permettant de faire ce que l'on n'ose pas sans accompagnement (la tape « go » donné au parachutiste à la sortie de l'avion...). Dans

notre cas, le représentant de la Grèce est bien sortie du Transall (avion de transport militaire TRANSport de l'ALLiance) mais a du subir une certaine violence pour ne pas avoir envie de l'appliquer ensuite à ses administrés.

On peut aussi analyser le **style de leadership** du gouvernement grec vis-à-vis de son peuple : davantage un style opérationnel et de processus que responsable et porteur de sens, pourtant le temps autocratique des généraux a disparu. N'aurait-il pas fallu passer d'abord au stade de bienveillance, limitant les échanges multiples, avant de passer tout de suite à la démocratie qui peut glisser vers un « laisser faire » du peuple s'il n'y a pas de leader fort. Par ailleurs, les personnalités grecques sont apparemment en attente surcontrôlée alors que les dynamiques franco-allemandes sont dans l'action. L'important est de se retrouver au milieu du gué.

La Grèce qui emprunte à 25% quand nous empruntons à 3% est pourtant dans le même sous-groupe de monnaie. Cela peut ne pas choquer quand on se place dans un groupe d'entreprises possédant des filiales plus ou moins endettées. Ceci représente simplement un risque quant aux mauvais

chiffres de consolidation pour le holding, sans forcément le mettre en faillite à court terme, ni abandonner le « poids mort » ou le « dilemme » s'il existe des « vedettes » ou des « vaches à lait » financières. Ce report de déficit peut même être intéressant pour des holding en commandite. Ce reporting n'existe pas encore en Europe sauf dans la constitution du budget de l'Union provenant de la TVA, de PIB et des droits de douane de chaque pays afin d'assurer des financements directs et indirects dans l'espace européen mais également partout dans le monde. Mais la triple notation nous surveille (voir les articles derniers sur « la fausse inquiétude des banques » et « qui veut la peau de l'euro ») et la solidité financière est un indicateur permanent.

La zone euro avait fait une demande de réforme financière à la Grèce comme elle l'a fait à l'Italie pour endiguer le risque de contagion. Mais comment était formulée la demande de sauvetage de la Grèce ? N'est-elle plus en capacité de prendre ses décisions ? Doit-elle être mise sous tutelle comme madame Bettencourt à cause de son patrimoine national ? Le bloc des 17 pays semble fonctionner « pour son bien » en **parent bienveillant mais désormais normatif vis-à-vis d'un enfant adapté**

rebelle puis soumis qui semble l'accepter, du moins en apparence. **La Grèce, plutôt « contrôleur, supporteur, mainteneur » dans la segmentation d'équipe, avec une gestion familiale mais par forcément de père de famille, accepte-t-elle d'être dépendante et acceptons nous nous même l'interdépendance ?**

Et c'est là aussi que réapparaissent les vieux démons de l'économie politique : **les comptes étaient a priori faux pour faciliter l'entrée de la Grèce ! Dans quel but ? L'erreur significative** bien connue des auditeurs et commissaires aux comptes, pris entre la carotte de l'actionnaire et l'enclume de la déontologie, ne travaillant cette fois que sur les documents remis par le client, **n'avait-elle pas été relevée ou dissimulée et au profit de qui ?**

La Grèce ne parvient donc plus à négocier avec le banquier et ce sont les autres qui négocient désormais pour elle avec une notion de puissance et de pouvoir « sur » les banques et sur la Grèce qui ne le veut peut être pas. Il s'agit également pour les autres d'obtenir un pouvoir « pour » maintenir un euro fort, valeur refuge remplaçant progressivement le dollar notamment pour les achats de pétrole.

Il l'était avant même d'être une monnaie scripturale. Mais doit il être aussi fort ? Oui pour attirer les capitaux dans les banques européennes, qui nous le rappelons ne sont pas en faillite (le cas DEXIA mis à part) et pour avoir des taux bas. Mais sachons également **ouvrir la possibilité de rentrer directement dans le fonds européen en création s'il est contrôlé par la Commission.** Non pour les grosses exportations en dehors de l'Union, sachant que nos échanges sont les plus vastes dans la zone euro et où un « **Buy European Act** » pourrait s'instaurer avec une **notion de juste retour.**

Les Chinois, financiers des Etats-Unis au même titre que les Japonais, sont prêts à investir. Pourquoi s'en priver ! Mais **ne cédon pas à la diplomatie du « carnet de chèque »** que nous avons vécu à l'OTAN de la part des américains, amis militaires mais concurrents économiques pour les projets industriels. **Sachons imposer certaines règles d'intelligence économique permettant de rester maître de notre patrimoine et de nos décisions,** comme ils ont su nous l'imposer chez eux.

Les crises sont souvent salvatrices et savent assainir des situations. Donnons vite un coup de tamis à la fin de la courbe

du deuil de cet élément en espérant pouvoir l'analyser et repartons de l'avant en connaissance de cause cette fois. Profitons de cette opportunité pour **établir une vraie vision de la gouvernance** avec un **comité d'audit propre** et des audits contradictoires, un fonctionnement à **livres ouverts et à partage de responsabilité, des risques et des succès** entre les pays et avec le système bancaire et pourquoi pas **des notations de sous groupes** réalisée par une **nouvelle DG de la Commission,** dont on sous-estime la compétence.

Profitons en pour continuer à **intervenir sur les autres pays à crise déclarée, bâtir une vraie analyse de risque pour les nouveaux pays gavés en fonds structurels** mais avec des cultures différentes, et parfois des critères non atteints et qu'il fallait mieux accueillir pour limiter le risque aux frontières. **Réalisons des actions ciblées mesurables et déterminées dans le temps, renforçons les conditions d'adhésion et les audits et veillons à éteindre les flammes mais également créer les coupe-feux.**

Profitons en pour créer l'Europe fédérale avec son style de le leadership, ses règles de fonctionnement, son image, sa culture, ses méthodes de travail, ses

groupes et sous groupes, sa raison d'être, sa politique extérieure. Mais l'avenir et la vision européenne, ne seront pas un collage des identités et des aspirations de chaque pays comme les « pragmatiques » savent le faire avec des actions concrètes quand la stratégie est tracée. **Il faudra de nouveau faire davantage confiance aux conceptuels et visionnaires qui mettront ces éléments dans l'alambic d'où sortira ce "qui est bon pour l'Europe" avec peut-être un centre de gravité différent.**